COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme Affaires examinées lors de la 1507^è réunion (DH) . 17-19 septembre 2024

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt Cour européenne)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	Sharxhi et autres	Lien	28/05/2018	Démolition des appartements et des locaux commerciaux des requérants au mépris d'une injonction du tribunal interdisant aux autorités de prendre toute mesure susceptible de porter atteinte aux droits de propriété .	Lien	Lien
ARMÉNIE	Chiragov et autres	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant la phase militaire active (1992-1994) du conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif .	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	Mahmudov et Agazade (groupe)	Lien	18/03/2009	Violation du droit à la liberté d'expression, application arbitraire de la loi sur la diffamation.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	Mammadli (groupe)	Lien	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale (<i>Mammadli</i>) ou pour leur engagement politique et social actif (<i>Rashad Hasanov et autres</i>), en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	Sargsyan	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région absence de recours effectifs.	Lien	Lien
BELGIQUE	Camara	Lien	18/10/2023	Problème structurel de non-exécution des décisions judiciaires ordonnant aux autorités de fournir une assistance matérielle et un hébergement à des demandeurs d'asile.	Lien	Lien
BULGARIE	Organisation Macédonienne Unie Ilinden et autres (groupe)	Lien	19/04/2006	Refus injustifiés des tribunaux d'enregistrer une association visant « la reconnaissance de la minorité macédonienne de Bulgarie ».	Lien	Lien
GÉORGIE	A.D. et autres	Lien	01/03/2023	Absence de législation régissant les procédures de reconnaissance juridique du genre.	Lien	Lien
GÉORGIE	Identoba et autres (groupe)	Lien	12/08/2015	Absence de protection contre des attaques homophobes lors de manifestations.	Lien	Lien
GRÈCE	Kanellopoulos (groupe)	Lien	21/05/2008	Non-respect de décisions de justice nationales définitives ordonnant la levée d'ordonnances d'expropriation ou de servitudes imposées sur des terrains. Dans certaines affaires absence de recours effectif à cet égard.	Lien	Lien
HONGRIE	Ilias et Ahmed (groupe) Shahzad (groupe)	Lien	21/11/2019 08/10/2021	Manquement des autorités à l'obligation d'évaluer les risques de mauvais traitements avant l'expulsion des requérants, demandeurs d'asile, vers un « pays tiers sûr » (llias et Ahmed) ; expulsion collective du requérant sans l'identifier et sans examiner sa situation (Shahzad).	Lien	Lien
HONGRIE	László Magyar (groupe)	Lien	13/10/2014	Peine de réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle en combinaison avec l'absence de mécanisme de recours approprié ; condamnation à perpétuité avec libération conditionnelle après 40 ans.	Lien	Lien
HONGRIE	Rana (groupe)	Lien	16/07/2020	Absence de législation régissant le changement de sexe et la procédure de changement de nom.	Lien	Lien
IRLANDE	McFarlane (groupe)	Lien	10/09/2010	Absence de recours effectif au titre de la durée excessive des procédures judiciaires.	Lien	Lien
ITALIE	Abenavoli (groupe)	Lien	02/09/1997	Durée excessive des procédures devant les juridictions administratives.	Lien	Lien
LITUANIE	Macaté	Lien	02/09/1997	Absence de but légitime pour suspendre temporairement un livre de contes de fées pour enfants décrivant les relations homosexuelles, et son étiquetage ultérieur comme nuisible pour les enfants de moins de 14 ans.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme Affaires examinées lors de la 1507^è réunion (DH) . 17-19 septembre 2024

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt Cour européenne)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
MALTE	Feilazoo	Lien	11/06/2021	Illégalité de la détention en vue de l'expulsion, mauvaises conditions de cette détention et ingérence dans la correspondance entre le requérant et la Cour.	Lien	Lien
	A.D.	Lien	17/01/2024			
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	T.M. et C.M.	Lien	28/04/2014	Manquement des autorités à leur obligation d'assurer une protection contre la violence domestique.	Lien	Lien
MACÉDOINE DU NORD	Х.	Lien	17/04/2019	Absence de législation régissant les conditions et les procédures de modification de sexe des personnes transgenres enregistré sur les certificats de naissance.	Lien	Lien
	Juszczyszyn	Lien	30/01/2023	Diverses violations dans des affaires concernant la nomination, le mandat et/ou le régime disciplinaire des juges en Pologne.	Lien	
POLOGNE	Żurek	Lien	10/10/2022		Lien	Lien
	Tuleya	Lien	06/10/2023		Lien	
	Reczkowicz (groupe)	Lien	22/11/2021		Lien	Lien
POLOGNE	Broda et Bojara	Lien	29/09/2021	Tribunal non établi par la loi notamment du fait de dysfonctionnements systémiques dans la procédure de	Lien	
TOLOGIVE	Grzęda	Lien	15/03/2022	nomination. Déficiences du système de recours extraordinaire.	Lien	
	Wałęsa	Lien	23/02/2024		Lien	
POLOGNE	Xero Flor w Polsce sp. z o.o.	Lien	07/08/2021	Tribunal non établi par la loi en raison de graves irrégularités dans l'élection d'un des juges de la Cour constitutionnelle examinant le recours constitutionnel de la société requérante.	Lien	Lien
PORTUGAL	Petrescu (groupe)	Lien	03/03/2020	Surpeuplement, mauvaises conditions de détention dans les prisons et absence de recours effectif.	Lien	Lien
ROUMANIE	Bucur et Toma	Lien	08/04/2013	Condamnation d'un dénonciateur pour avoir révélé des informations sur la surveillance secrète et illégale de citoyens par les services de renseignement ; absence de garanties dans le cadre législatif régissant la surveillance secrète.	Lien	Lien
ROUMANIE	Vlad et autres (groupe)	Lien	26/02/2014	Durée excessive des procédures judiciaires et absence de recours effectif.	Lien	Lien
ROUMANIE	X. et Y.	Lien	19/04/2021	Absence de législation claire et prévisible régissant le changement de sexe.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Géorgie (I)	Lien Lien (satisfaction équitable)	03/07/2014 31/01/2019	Diverses violations liées à l'arrestation, détention et expulsion collective de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Georgia (II)	Lien	21/01/2021	Diverses violations de la Convention dans le contexte du conflit armé entre la Géorgie et la Fédération de Russie en août 2008.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE	Kogan et autres	Lien	07/06/2023	Affaires de violations de Ventiele 10	Lien	Lien
RUSSIE	Kutayev	Lien	24/04/2023	Affaires de violations de l'article 18.	Lien	
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Mozer</i> (groupe)	Lien	23/02/2016	Diverses violations ayant trait à la région transnistrienne de la République de Moldova.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE	R.R. et R.D. (groupe)	Lien	01/12/2020	Usage excessif de la force lors d'une opération de police menée dans une rue abritant une communauté rom (<i>R.R. et R.D.</i>). Enquêtes ineffectives.	Lien	Lien
SLOVAQUE	P.H.	Lien	08/12/2022	Manquement à l'obligation de protéger le bien-être physique d'une mineure rom non accompagnée placée en garde à vue et enquête ineffective.	Lien	

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme Affaires examinées lors de la 1507^è réunion (DH) . 17-19 septembre 2024

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt Cour européenne)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
SLOVÉNIE	Pintar et autres	Lien	14/12/2021	Absence de recours effectif pour contester ou demander une réparation suite aux mesures extraordinaires de la Banque nationale, annulant les actions et obligations des requérants, mesures qui n'étaient pas accompagnées de garanties procédurales suffisantes contre l'arbitraire.	Lien	Lien
TÜRKIYE	Batı et autres (groupe)	Lien	03/09/2004	Ineffectivité des enquêtes sur des allégations de torture et de mauvais traitements à l'encontre des forces de l'ordre et impunité.	Lien	Lien
	Elvan	Lien	26/06/2023	Ineffectivité des enquêtes en raison de l'obligation d'une autorisation administrative prévue par la loi n° 4483.	Lien	
TÜRKIYE	Chypre c. Turquie	Lien Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.	Lien	Lien
TÜRKIYE	Gurban (groupe)	Lien	15/03/2016	Absence de mécanisme de contrôle de la peine de réclusion à perpétuité aggravée et conditions de détention.	Lien	Lien
TÜRKIYE	Selahattin Demirtaş (n° 2) (groupe)	Lien	22/12/2020	Détention injustifiée du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	Lien
TÜRKIYE	Kavala	Lien	12/05/2020	Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	Lien
TÜRKIYE	Xenides-Arestis (groupe)	Lien Lien (just satisfaction)	22/03/2006 23/05/2007	Refus continu opposé aux requérants d'accéder à leurs biens situés dans la partie nord de Chypre (mesures individuelles et satisfaction équitable).	Lien	Lien
UKRAINE	M.R. et D.R. (groupe)	Lien	22/08/2018	Non-exécution de décision de justice en vertu de la Convention de La Haye.	Lien	Lien
UKRAINE	Shvets (groupe)	Lien	23/07/2019	Non-exécution de décisions judiciaire octroyant un droit d'accès aux enfants des requérants.	Lien	Lien
UKRAINE	Yuriy Nikolayevich Ivanov	Lien	15/01/2010	Non-exécution de décisions judiciaires internes contre l'État ou les entreprises publiques.		Lien
	Zhovner (groupe)	Lien	29/09/2004		Lien	(reporté)
	Burmych et autres	Lien	12/10/2017			(, 565, 45)
ROYAUME-UNI	V.C.L. et A.N.	Lien	05/07/2021	Absence de mesures opérationnelles adéquates pour protéger deux victimes potentielles de la traite d'enfants contre des poursuites.	Lien	Lien